

Unité départementale de Rouen-Dieppe  
1 rue Dufay  
76100 Rouen

Rouen, le 21/11/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23/09/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **ASPEN NOTRE DAME DE BONDEVILLE**

1 Rue de l'Abbaye  
76960 Notre-Dame-De-Bondeville

Références : UDRD2025-10-T-583  
Code AIOT : 0005801442

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/09/2025 dans l'établissement ASPEN NOTRE DAME DE BONDEVILLE implanté 1 Rue de l'Abbaye 76960 Notre-Dame-de-Bondeville. L'inspection a été annoncée le 20/08/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection s'est rendue sur le site ASPEN de Notre-Dame-de-Bondeville dans le cadre de l'instruction du dossier du réexamen des conditions d'exploitation du site, déclenché par la parution des meilleures techniques disponibles du BREF WGC (Systèmes communs de gestion et de traitement des gaz résiduels dans le secteur chimique) par décision d'exécution (UE) 2022/2427 de la Commission du 6 décembre 2022. La visite a porté principalement sur les points du réexamen liés aux rejets atmosphériques.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ASPEN NOTRE DAME DE BONDEVILLE
- 1 Rue de l'Abbaye 76960 Notre-Dame-de-Bondeville
- Code AIOT : 0005801442

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société ASPEN est un groupe sud-africain comprenant 8000 salariés dans le monde et près de 1000 personnes sur le site de Notre Dame de Bondeville (permanents, prestataires et intérimaires). L'activité du site de Notre Dame de Bondeville est orientée d'une part vers la fabrication de produits anti thrombotiques (principe actif origine animale ou synthétique) avec remplissage en seringues verre (VSR) ou plastique, et d'autre part vers une activité anesthésique.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Air
- Eau de surface
- Eaux souterraines
- IED-MTD
- Risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Réexamen des conditions d'autorisation	Code de l'environnement du 23/09/2025, article L.515-25	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	Inventaire des flux	Arrêté Ministériel du 04/11/2024, article 2.2 de l'Annexe I	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Surveillance des émissions canalisées dans l'air	Arrêté Ministériel du 04/11/2024, article 3.2.2 de l'Annexe I	Demande d'action corrective	
4	Valeur limites pour les émissions atmosphériques canalisées	Arrêté Ministériel du 04/11/2024, article 5.1 de l'Annexe I	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Emissions dans l'eau	Arrêté Ministériel du 04/11/2024, article 3.3. et 6.3 de l'Annexe I	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit compléter son dossier de demande de réexamen IED sous 3 mois avec les éléments suivants :

- mise à jour du périmètre IED du site ;
- mise à jour de la conformité du site au BREF OFC ;
- une description des émissions atmosphériques diffuses fugitives et non fugitives dans son inventaire des rejets atmosphériques ;
- une justification de la stabilité des émissions pour les paramètres pour lesquels il demande un assouplissement des fréquences de surveillance.

Par ailleurs, l'arrêté ministériel du 4 novembre 2024 n'était pas encore publié au moment de la remise du dossier de réexamen IED. L'exploitant n'a donc pas pu se positionner sur toutes les Valeurs Limites d'Emissions (VLE) applicables au site dans son dossier de réexamen. Dans la mesure où ces VLE peuvent être différentes de celles fixées par les BREF WGC et CWW par rapport auxquelles il a rédigé son dossier de réexamen IED, l'exploitant mettra à jour les VLE applicables au site pour ses rejets dans l'air et dans l'eau pour chaque paramètre pertinent de son inventaire des flux (VLE les plus contraignantes entre celles de l'AM du 04/11/2024 et les éventuels autres textes réglementant les rejets du site, notamment l'arrêté préfectoral du 19/02/2020).

Enfin, si l'exploitant confirme son souhait de solliciter une ou plusieurs dérogations, il listera les dérogations IED et les dérogations CSPRT dans le modèle de tableau fourni et fera parvenir à l'inspection un dossier de demande de dérogation contenant une justification des demandes sur la base de données technico-économiques et une évaluation des risques sanitaires ainsi que des impacts environnementaux. L'exploitant pourra s'aider du "guide de demande de dérogation" publié par la DGPR en octobre 2017 pour rédiger ce dossier.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Réexamen des conditions d'autorisation

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 23/09/2025, article L.515-25
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Transmission du dossier de réexamen et du rapport de base
<b>Prescription contrôlée :</b>  Pour les installations énumérées à l'annexe I de la directive mentionnée ci-dessus et dont la définition figure dans la nomenclature des installations classées prévue à l'article L. 511-2, les prescriptions nécessaires au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 mentionnées à l'article L. 181-12 sont fixées de telle sorte qu'elles soient exploitées en appliquant les meilleures techniques disponibles et par référence aux conclusions sur ces meilleures techniques.  Il est procédé périodiquement au réexamen et, si nécessaire, à l'actualisation de ces conditions pour tenir compte de l'évolution de ces meilleures techniques.
<b>Constats :</b>  Le site ASPEN NOTRE DAME DE BONDEVILLE relève du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3450 (fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits pharmaceutiques) de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) et donc de la directive dite « IED » (Industrial Emissions Directive). Les conditions d'autorisation des installations IED doivent être revues périodiquement lors de la parution des conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) de l'activité principale.  <b>La décision d'exécution (UE) 2022/2427 de la Commission du 6 décembre 2022</b> établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD), en vertu de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil relative aux émissions industrielles, pour les systèmes communs de gestion et de traitement des gaz résiduels dans le secteur chimique, a été publié au journal officiel de l'Union européenne (JOUE) le 12 décembre 2022. Cette publication a déclenché le réexamen des prescriptions de l'autorisation, prévu à l'article L 515-28 du code de l'environnement vis-à-vis de plusieurs BREF dont le BREF OFC (chimie fine organique) relatif à la rubrique principale IED du site. Cette publication a donc déclenché le <b>réexamen des prescriptions de l'autorisation</b> du site ASPEN de NOTRE-DAME-DE-BONDEVILLE.

L'exploitant disposait d'un an à compter de cette publication pour remettre au préfet le dossier de réexamen concernant son établissement.

Le dossier a été remis le 30/08/2024 et complété une première fois le 27/08/2025.

Les MTD ont été reprises dans l'**arrêté ministériel du 4 novembre 2024** relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations du secteur de la chimie relevant du régime de l'autorisation au titre notamment de la rubrique 3450 (fabrication de produits pharmaceutiques).

### **BREFS étudiés**

L'exploitant a réexaminé son site vis-à-vis des BREF WGC (Systèmes communs de gestion et de traitement des gaz résiduels dans le secteur chimique), CWW (Systèmes communs de traitement et de gestion des eaux et des gaz résiduels dans l'industrie chimique) et le BREF transversal EFS (Émissions dues au stockage des matières dangereuses ou en vrac), mais n'a pas mis à jour sa situation vis-à-vis de son BREF principal, le BREF OFC. L'exploitant n'a pas identifié d'autre BREF transversal applicable au site ou dont les thématiques principales ne sont pas couvertes par les BREFS étudiés.

### **Périmètre IED**

L'exploitant indique dans son dossier de réexamen IED que seules les activités de production de NADROPARINE, CERTOPARINE (bâtiment B) et FONDAPARINUX (bâtiment U) sont concernées par la rubrique 3450 (fabrication en quantité industrielle par **transformation** chimique ou biologique de produits pharmaceutiques). Toutefois, il ressort des discussions avec l'exploitant lors de la visite et de la description de l'atelier de production du bâtiment U dans le dossier de réexamen, que la préparation du FONDAPARINUX ne fait intervenir aucune transformation chimique ou biologique. Il s'agit uniquement d'étapes de purification du principe actif. Il semblerait donc que l'atelier U soit classé à tort dans la rubrique 3450.

La production de NADROPARINE et CERTOPARINE dans le bâtiment B fait intervenir une transformation chimique à la première étape du process, la dépolymérisation de l'héparine d'origine animale. La production est réalisée par lot à raison d'environ 20 lots par an actuellement (1 à 3 maximum par mois). Le process pour la Nadroparine dure environ 16 jours. Plusieurs lots peuvent être produits les uns après les autres, jusqu'à 6 lots en même temps. Les rejets sont discontinus et leurs caractéristiques dépendent de l'étape du process en cours. Un lot de Certoparine représente environ 58 kg de poudre répartis dans des conditionnements de 10 kg.

Dans son dossier, l'exploitant définit comme installation ou activité connexe faisant partie du périmètre IED : le parc de stockage « Z », les utilités (chaufferie, poste électrique, local compresseur et groupes froids, traitement des effluents liquides, laboratoire, stockage de matières premières et de produits finis).

Il exclut du périmètre IED des installations connexes qui devraient être considérées comme faisant partie du périmètre IED : le bâtiment de stockage de matières premières et de produits finis W, les canalisations aériennes d'alimentation en solvants à partir du parc Z, le bâtiment de production stérile T, le système de refroidissement. Il ne mentionne pas les installations de forage et de préparation de l'eau.

### **Avis sur la nécessité de revoir les conditions d'autorisation**

L'exploitant indique que le réexamen des conditions d'autorisation du site n'est pas concerné par les trois situations prévues à l'article R515-70 III (pas de détection de problématique de pollution, de sécurité d'exploitation, ou de conformité à une nouvelle norme environnementale).

**MTD applicables au site**

L'exploitant a retenu 19 MTD applicables au site sur les 36 MTD présentes dans le BREF WGC.

Le système de management environnemental du site répond aux exigences de la norme ISO 14001:2015 (n° de certificat 30450284 UM15 valable jusqu'au 21/05/2027). Il est donc réputé conforme aux exigences de l'article 2.1 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 4 novembre 2024 suscité et aux MTD n°1 des BREF WGC et CWW.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Sous 3 mois**, l'exploitant complète son dossier de réexamen IED :

- il précise son périmètre IED et s'assure de sa cohérence avec celui du rapport de base d'octobre 2014. Si les périmètres sont différents, l'exploitant mettra à jour son rapport de base en conséquence ;
- il se positionne par rapport à la conformité de son site au BREF OFC (mise à jour par rapport à la situation décrite dans le précédent dossier de 2014).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 2 : Inventaire des flux**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/11/2024, article 2.2 de l'Annexe I

**Thème(s) :** Risques chroniques, MTD 2 - BREF WGC et CWW

**Prescription contrôlée :**

I. L'exploitant établit, tient à jour et révisé régulièrement (notamment à la suite d'une transformation majeure), un inventaire des émissions atmosphériques canalisées et diffuses ainsi que des flux d'effluents aqueux, dans le cadre du système de management environnemental (voir le 2.1), présentant les caractéristiques suivantes :

i. Des informations sur le ou les procédés de production chimique, y compris :

a. Les équations des réactions chimiques, montrant également les coproduits ;

b. Des schémas simplifiés de circulation des flux du procédé, montrant l'origine des émissions ;

c. Une description des techniques intégrées au procédé et du traitement des effluents aqueux et gazeux à la source, avec indication de leurs performances ;

ii. Des informations sur les émissions atmosphériques canalisées, notamment :

a. Le ou les points d'émission ;

b. Les valeurs moyennes de débit et de température et la variabilité de ces paramètres ;

c. Les valeurs moyennes de concentration et de débit massique des substances et paramètres pertinents (notamment COVT, CO, NO<sub>x</sub>, SO<sub>x</sub>, Cl<sub>2</sub>, HCl) et la variabilité de ces paramètres ;

d. La présence d'autres substances susceptibles d'avoir une incidence sur le ou les systèmes de traitement des gaz résiduels ou sur la sécurité de l'unité (notamment oxygène, azote, vapeur d'eau, poussières) ;

e. Les techniques utilisées pour éviter ou réduire les émissions atmosphériques canalisées ;

f. L'inflammabilité, les limites inférieure et supérieure d'explosivité, la réactivité ;

g. Les méthodes de surveillance (voir le 3) ;

- h.** La présence de substances CMR de catégorie 1A, CMR de catégorie 1B ou CMR de catégorie 2. La présence de ces substances est évaluée sur la base d'un guide reconnu par le ministre chargé de l'environnement. Pour les COVT, on considère que la présence de substances CMR de catégorie 1A ou 1B ou CMR de catégorie 2 est pertinente dès lors que le flux horaire de la fraction de COV CMR dans les gaz résiduaire est supérieur ou égal à 0,2 g/h (en masse de composés) ;
- iii.** Des informations aussi sur les émissions atmosphériques diffuses, notamment :
- a.** L'identification de la ou des sources des émissions ;
  - b.** Les caractéristiques de chaque source d'émissions (par exemple émissions fugitives ou non fugitives ; source fixe ou mobile ; accessibilité de la source des émissions ; source couverte ou non par un programme LDAR de détection et de réparation des fuites) ;
  - c.** Les caractéristiques du gaz ou du liquide en contact avec la ou les sources des émissions, y compris :
    - 1) L'état physique ;
    - 2) La pression de vapeur de la ou des substances présentes dans le liquide, la pression du gaz ;
    - 3) La température ;
    - 4) La composition (en poids pour les liquides ou en volume pour les gaz) ;
    - 5) Les propriétés dangereuses de la ou des substances ou des mélanges, y compris les substances ou mélanges CMR de catégorie 1A, CMR de catégorie 1B ou CMR de catégorie 2 ;
  - d.** Les techniques utilisées pour éviter ou réduire les émissions atmosphériques diffuses ;
  - e.** La surveillance (voir les 3.2.3.1, 3.2.3.2 et 3.2.3.3) ;
- iv.** Informations sur les caractéristiques des flux d'effluents aqueux, notamment :
- a.** Valeurs moyennes et variabilité du débit, du pH, de la température et de la conductivité ;
  - b.** Valeurs moyennes de concentration et de charge des polluants et paramètres pertinents (notamment DCO ou COT, composés azotés, phosphore, métaux, sels, composés organiques) et variabilité de ces valeurs ;
  - c.** Données relatives à la biodégradabilité (notamment DBO<sub>5</sub>, rapport DBO<sub>5</sub>/DCO, essai de Zahn et Wellens, potentiel d'inhibition biologique comme la nitrification par exemple).

### **Constats :**

Dans le cadre de cette visite, l'inspection s'est concentrée sur l'inventaire des rejets atmosphériques et n'a pas étudié l'inventaire des flux dans les effluents aqueux.

L'exploitant a fourni suite à la visite une version détaillée des process de fabrication de la CERTOPARINE et de la NADROPARINE présentés succinctement dans son dossier de réexamen.

Pendant le process, les différents solvants sont récupérés dans des cuves résiduaire stockées au niveau du parc Z pour être recyclés à l'extérieur du site. Les eaux résiduaire (eaux de rinçage ou de régénération de colonnes ioniques) sont tamponnées avec de l'acide sulfurique avant d'être rejetées vers la station d'épuration industrielle externe.

L'exploitant indique qu'aucun produit CMR (cancérigène, mutagène, reprotoxique) n'est susceptible d'être retrouvé dans ses rejets atmosphériques.

### **Rejets atmosphériques canalisés**

Les 3 chaudières au gaz qui produisent la vapeur sur le site bénéficient d'un exutoire commun susceptible d'émettre à l'atmosphère du monoxyde de carbone, du dioxyde de soufre et des oxydes d'azote.

L'exploitant a identifié les points de rejets atmosphériques canalisés du bâtiment B : 5 exutoires émettent des COV (éthanol ou acétone) et 2 émettent des poussières de Certoparine (principe actif) ou Héparine (matière première d'origine animale). Suite à la visite, l'exploitant a transmis à

l'inspection un plan complété des exutoires du bâtiment B ainsi qu'une liste des exutoires avec les substances pertinentes émises et une photo de l'exutoire.

Les exutoires du bâtiment B susceptibles d'émettre des vapeurs d'éthanol se trouvent dans l'atelier de production de NADROPARINE :

- l'exutoire 3 (EX07) dans l'atelier 62 (système d'extraction sur les trous d'homme des 10 mélangeurs);
- l'exutoire 4 (EX04) dans l'atelier 62 (système d'extraction de l'air ambiant) ;
- l'exutoire 5 (EX05) dans l'atelier de finition n°2 (système d'extraction de l'air ambiant) ;
- l'exutoire 6 (EX03) dans l'atelier de finition n°4 (système d'extraction de l'air ambiant).

Dans l'atelier de production de CERTOPARINE :

- L'exutoire 7 (évent de la pompe à vide du condenseur acétone de l'atelier CERTOPARINE) est susceptible d'émettre des vapeurs d'acétone et de l'azote.
- L'exutoire 8 (évent dépoussiéreur du sécheur CERTOPARINE) est susceptible d'émettre des poussières de CERTOPARINE.

L'exutoire 9 (extraction de la cuve de dépolymérisation de l'atelier 62 de production de NADROPARINE) est susceptible d'émettre des poussières d'héparine.

Le site ne dispose d'aucun système de traitement des rejets atmosphériques canalisés.

Lors de la visite du bâtiment B, l'inspection n'a pas constaté d'incohérence par rapport aux éléments fournis par l'exploitant dans son dossier de réexamen.

### **Rejets atmosphériques diffus**

L'exploitant n'a pas réalisé un inventaire des sources d'émissions atmosphériques diffuses. Il n'a pas quantifié les émissions diffuses fugitives. Il estime qu'une forte proportion des émissions diffuses d'éthanol sont dues aux opérations de dépotage.

Il s'appuie sur un plan de gestion des solvants (PGS) pour estimer les rejets diffus de Composés Organiques Volatiles (COV) sur son site sur la base d'un bilan massique. Compte-tenu du caractère intermittent des rejets et du faible nombre de mesures, l'exploitant considère dans son PGS les rejets canalisés comme des rejets diffus. Depuis 2020, les pertes de solvant (émissions diffuses de COV) estimées par bilan massique sont comprises entre 11 et 17 tonnes par an, soit entre 1.72 et 3.9 % des solvants utilisés sur le site (inférieures au seuil réglementaire de 5%). Sur l'année 2023, sur les 10.17 tonnes d'émissions diffuses de COV, 82% sont des vapeurs d'éthanol au niveau du parc de stockage Z (1.5% des 547 tonnes utilisées) et 14% des vapeurs d'acétone (4.5% des 33 tonnes utilisées). Les pertes de méthanol représentent environ 0.2% des émissions diffuses (environ 10 tonnes utilisées par an).

L'exploitant a donc indiqué dans son dossier de réexamen IED et pendant la visite qu'il souhaitait concentrer ses efforts de mesure des émissions diffuses fugitives sur le réseau d'éthanol qui représente plus de 90% de la quantité de solvant utilisée et la majorité des émissions diffuses de COV du site en mettant en œuvre un programme LDAR sur les éléments du parc Z uniquement pour l'éthanol.

### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Sous 3 mois**, l'exploitant complète l'inventaire des rejets atmosphériques de son dossier de réexamen IED en listant et décrivant les sources d'émissions atmosphériques diffuses fugitives et non fugitives (cf. point iii ci-dessus). L'exploitant estimera séparément les quantités annuelles d'émissions diffuses fugitives et non fugitives de COV. Pour la surveillance des émissions fugitives,



il détaille le programme de détection et réparation des fuites (LDAR) envisagé ainsi que son échéancier de mise en œuvre.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 3 : Surveillance des émissions canalisées dans l'air**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/11/2024, article 3.2.2 de l'Annexe I

**Thème(s) :** Risques chroniques, MTD8 WGC

**Prescription contrôlée :**

**I.** L'exploitant réalise la surveillance de ses émissions dans les gaz résiduels en utilisant des méthodes de mesurage lui permettant de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les normes mentionnées dans le tableau ci-dessous sont réputées permettre l'obtention de données d'une qualité scientifique suffisante.

**II.** En l'absence de norme précisée dans le tableau, les méthodes mentionnées dans l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement publié au Journal officiel de la République française sont réputées satisfaire aux exigences du I.

**III.** Les points de mesure et les points de prélèvement d'échantillons sont équipés des plateformes et trappes d'accès nécessaires pour effectuer les mesures prévues ci-dessous.

**IV.** Les mesures (prélèvement et analyse) des émissions dans l'air sont effectuées au moins une fois par an par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.

Substance ou paramètre (1)	Norme(s)	Secteur, procédé ou source	Fréquence minimale de surveillance (2)
Planification, réalisation des campagnes de mesurage et rapport	NF EN 15259 et NF X 43-551	Tous	Sans objet
Carbone organique volatil total (COVT)	NF EN 12619	Autres procédés Toute cheminée avec un flux de COVT < 2 kg C/h	Une fois tous les 6 mois (3)
Poussières	NF EN 13284-1	Autres procédés Toute cheminée avec un flux de poussières < 3 kg/h	Une fois par an

PM 2,5 et PM 10	NF EN ISO 23210	Toute cheminée	Une fois par an
Dioxyde de soufre (SO <sub>2</sub> )	NF EN 14791	Autres procédés Toute cheminée avec un flux d'oxydes de soufre < 2,5 kg/h	Une fois tous les 6 mois (3)
Monoxyde de carbone (CO)	NF EN 15058	Autres sources  Toute cheminée avec un flux de CO < 2 kg/h	Une fois par an
Oxydes d'azote (NOX)	NF EN14792	Toute cheminée avec un flux d'oxydes d'azote < 2,5 kg/h	Une fois tous les 6 mois (3)

*(1) La surveillance n'est applicable que lorsque la substance ou le paramètre concerné est pertinent pour le flux de gaz résiduels, d'après l'inventaire mentionné au point 2.2. La pertinence de la substance ou du paramètre concerné est évaluée sur la base d'un guide reconnu par le ministre chargé de l'environnement.(2) Les mesures sont effectuées au niveau d'émission le plus élevé prévu dans les conditions normales de fonctionnement.(3) La fréquence minimale de surveillance est ramenée à une fois par an s'il est démontré que les niveaux d'émission sont suffisamment stables.*

#### **Constats :**

Les campagnes de suivi des rejets atmosphériques depuis 2014 sont bien réalisées selon les normes NF EN 12619 pour les COV et NF EN 13284 pour les poussières.

Actuellement, l'arrêté préfectoral du site impose une mesure des NOX tous les 2 ans sur les chaudières et une mesure annuelle des COV et des poussières au niveau des rejets canalisés du bâtiment B.

L'exploitant mesure déjà en complément les rejets en monoxyde de carbone (CO) des chaudières tous les 2 ans.

Les poussières sont constituées de matières actives (CERTOPARINE ou HEPARINE). L'inspection a consulté les fiches de données de sécurité (FDS) des produits suivants :

- Poudre de CERTOPARINE: ce produit est classé H302 (nocif en cas d'ingestion) ;
- Poudre d'HEPARINE matière première: aucune phrase de danger.

Ces produits présentent donc peu de risques pour l'environnement.

Dans son dossier de réexamen, l'exploitant formule la demande de conserver les fréquences de mesures de son arrêté préfectoral : tous les 2 ans pour les NOX sur les chaudières et tous les ans pour les COV des émissaires du bâtiment B. Toutefois, ce dernier n'a pas justifié de la stabilité de ces rejets dans son dossier de réexamen IED. De plus, le bilan quadriennal de la période 2020-2023 met en évidence un dépassement de la VLE en NOX fixée par l'arrêté préfectoral (100mg/Nm<sup>3</sup>) en sortie de la chaudière ALSTOM 10t/h. Par ailleurs, ce même rapport indique qu'une "grande disparité" est constatée dans les résultats obtenus, notamment pour l'exutoire 3 (EX07) dans

l'atelier 62 (système d'extraction sur les trous d'homme des 10 mélangeurs) pendant la période 2020-2023. Le bilan quadriennal ne présente pas de mesure des COV en sortie de l'exutoire 7 (évent de la pompe à vide du condenseur acétone de l'atelier CERTOPARINE) ni de mesure des poussières à l'exutoire 8 alors qu'il est bien identifié dans le dossier de réexamen comme un exutoire de rejets canalisés.

Les mesures de poussières ont été réalisées sur l'exutoire 9 (extraction de la cuve de dépolymérisation de l'atelier 62 de production de NADROPARINE) en 2020 et 2022.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant continue d'appliquer les fréquences de mesure et les points de mesure imposés par l'arrêté préfectoral du 19 février 2020 réglementant les activités du site.

Au 12 décembre 2026, il mettra en œuvre les fréquences de surveillance imposées par l'article 3.2.2. de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 4 novembre 2024 pour l'ensemble de ses émissaires à savoir :

- pour l'émissaire des chaudières au gaz : mesure du SO<sub>2</sub> et des NO<sub>x</sub> tous les 6 mois et du CO annuellement ;
- pour les exutoires susceptibles d'émettre des COV (3 à 7) : mesure des COV tous les 6 mois ;
- pour les exutoires susceptibles d'émettre des poussières : mesure des poussières, PM<sub>2,5</sub> et PM<sub>10</sub> tous les ans.

Ces dispositions seront prescrites ultérieurement par arrêté préfectoral à l'issue de l'instruction du dossier de réexamen IED.

Si l'exploitant veut modifier les fréquences de surveillance des rejets atmosphériques, il justifiera de la stabilité de ses rejets en s'appuyant sur les recommandations du guide d'évaluation de la stabilité des émissions rédigé par l'INERIS dont la publication est prévue prochainement.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**N° 4 : Valeur limites pour les émissions atmosphériques canalisées**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/11/2024, article 5.1 de l'Annexe I				
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, WGC MTD11, MTD14				
<b>Prescription contrôlée :</b>				
[...]				
<b>5.1.1.2.2. Fabrication de produits pharmaceutiques</b>				
Les valeurs limites d'émission fixées au point 5.1.1.1 pour les COVT sont remplacées par les valeurs ci-dessous pour les activités de fabrication de produits pharmaceutiques lorsque la consommation de solvant organique est strictement supérieure à 50 tonnes par an.				
Composition des COVT	Flux de COVT	VLE exprimée en mg C/Nm <sup>3</sup> dans le cas général	Cas particuliers dans lesquels une VLE différente du cas général s'applique	Conditions de dérogation aux VLE spécifiées dans le cas général ou particulier
Absence (*) de COV CMR dans les COVT	Lorsque le flux horaire est inférieur à 200 g/h (**)	20	110 mg/Nm <sup>3</sup> si la condition 1 est remplie	Pas de dérogation à la VLE spécifiée dans le cas général. Article 6 dans le cas d'une dérogation à la VLE spécifiée dans le cas particulier, sans dépasser 150 mg C/Nm <sup>3</sup>
Lorsque le flux horaire est supérieur ou égal à 200 g/h (**)	20	30 mg/Nm <sup>3</sup> si la condition 1 est remplie	Pas de dérogation à la VLE spécifiée dans le cas général. Article 5 dans le cas d'une dérogation à la VLE spécifiée dans le cas particulier, sans dépasser 110 C mg/Nm <sup>3</sup>	

Présence (*) de COV CMR dans les COVT	Sans objet	20	Néant	Article 5 si condition 1 est remplie, sans dépasser 110 C mg/Nm <sup>3</sup>
---------------------------------------	------------	----	-------	--

(\*) L'évaluation de la présence de COV CMR pour la composition des COVT dans les gaz résiduaire est effectuée d'après l'inventaire (voir h du ii du point 2.2).

(\*\*) Lorsque le flux horaire de la fraction de substance ou mélange auxquels sont attribués les mentions de danger : H300, H330, H331, H340, H341, H350, H351, H360, H361, H370, H372 dans les gaz résiduaire est inférieur à 0,2 g/h (en masse de composés), la valeur du flux horaire peut être remplacée par une valeur en flux annuel de 400 kg C/an pour les processus de fabrication par lot.

Condition 1 : des techniques de récupération des matières (des solvants, par exemple) sont utilisées et l'efficacité du système de traitement des gaz résiduaire sur le plan de la réduction des émissions de COVT est supérieure ou égale à 95 %.

[...]

#### 5.1.2.1. Poussières

L'exploitant respecte les valeurs limites d'émission ci-dessous pour les poussières.

Composition de l'effluent en poussières	Flux de poussières	VLE exprimée en mg/Nm <sup>3</sup> dans le cas général	Cas particuliers dans lesquels une VLE différente du cas général s'applique	Conditions de dérogation aux VLE spécifiées dans le cas général ou particulier
Absence de substance CMR (*)	Lorsque le flux horaire est inférieur à 100 g/h (**)	100	Néant	Article 6
Lorsque le flux horaire est supérieur ou égal à 100 g/h (**)	5	- 20 mg/Nm <sup>3</sup> si la condition 1 est remplie ; - 10 mg/Nm <sup>3</sup> si la condition 2 est remplie	Article 5	
Présence de substances CMR (*)	Sans objet	5	- 20 mg/Nm <sup>3</sup> si la condition 1 est remplie ; - 10 mg/Nm <sup>3</sup> si la condition 2 est remplie	Article 5

(\*) La présence de substance CMR pertinente pour le flux de gaz résiduaire est évaluée d'après l'inventaire mentionné au point 2.2 et sur la base d'un guide reconnu par le ministre chargé de l'environnement.

(\*\*) Lorsque les poussières ne contiennent pas de substance ou mélange auxquels sont attribués les mentions de danger : H300, H330, H331, H370 et H372, la valeur du flux horaire peut être remplacée par une valeur en flux annuel de 200 kg/an pour les processus de fabrication par lot.

Condition 1 : les techniques suivantes ne sont pas applicables : filtre absolu ou filtre à manche.

Condition 2 : les émissions proviennent de la production de pigments inorganiques complexes par chauffage direct, ou de l'étape de séchage de la production d'E-PVC.

[...]

#### 5.1.3.8. Oxydes d'azote (NOX)

L'exploitant respecte les valeurs limites d'émission ci-dessous pour les oxydes d'azote.

Flux	VLE exprimée en mg/Nm <sup>3</sup> dans le cas général	Cas particulier dans lequel une VLE différente du cas général s'applique	Conditions de dérogation aux VLE spécifiées dans le cas général ou particulier
Lorsque le flux (*) horaire est supérieur ou égal à 1 000 g/h	150	- 200 mg/Nm <sup>3</sup> si la condition 1 est remplie - 220 mg/Nm <sup>3</sup> si la condition 2 est remplie	Article 5

(\*) La valeur du flux horaire peut être remplacée par une valeur en flux annuel de 2 000 kg/an pour les processus de fabrication par lot

Condition 1 : dans le cas de la production de caprolactame, lorsque les effluents gazeux de procédé contiennent des niveaux de NOX supérieurs à 10 g/Nm<sup>3</sup> avant le traitement au moyen de la RCS ou RNCS et dès lors que l'efficacité de la RCS ou de la RNCS sur le plan de la réduction des émissions est supérieure à 99 %.

Condition 2 : dans le cas de la production d'explosifs, lorsque l'acide nitrique du procédé de production est régénéré ou réutilisé.

[...]

#### 5.1.3.9. Oxydes de soufre (SOX)

L'exploitant respecte les valeurs limites d'émission ci-dessous pour les oxydes de soufre.

Flux	VLE exprimée en mg/Nm <sup>3</sup> dans le cas général	Cas particulier dans lequel une VLE différente du cas général s'applique	Conditions de dérogation aux VLE spécifiées dans le cas général ou particulier
Lorsque le flux (*) horaire est supérieur ou égal à 1 000 g/h	150	300 mg/Nm <sup>3</sup> si la condition 1 est remplie	Article 5 dans le cas général Article 6 dans le cas particulier

(\*) La valeur du flux horaire peut être remplacée par une valeur en flux annuel de 2 000 kg/an pour les processus de fabrication par lot.

Condition 1 : en cas de purification physique ou de reconcentration d'acide sulfurique usé.

### Constats :

Le BREF WGC a fixé des exemples de "flux coupures" (flux au-delà duquel s'applique une NEA-MTD) que les Etats Membres ont pu adapter. En France, ces flux coupures ont été adaptés dans l'AM BREF CHIMIE du 4/11/2024 qui a repris également les VLE existantes issues de l'arrêté ministériel du 2 février 1998. Certaines des VLE sont donc plus contraignantes que les NEA-MTD du BREF WGC et visent des polluants qui ne sont pas tous réglementés par le BREF WGC.

Or l'AM BREF CHIMIE n'était pas encore publié au moment de la remise du dossier de réexamen IED. L'exploitant n'a donc pas pu se positionner sur toutes les VLE applicables au site dans son dossier de réexamen (il s'est positionné par rapport aux NEA-MTD du BREF WGC).

Il a toutefois demandé dans son dossier de réexamen le maintien de la VLE de son arrêté préfectoral pour les COV soit 110 mg/Nm<sup>3</sup> sans fournir de dossier de demande de dérogation. Il a également déjà identifié une difficulté pour respecter la VLE fixée pour les poussières.

L'AM BREF CHIMIE du 4 novembre 2024 fixe des VLE issues soit des BREF de la chimie soit de l'AM du 2/2/98. Ainsi, deux types de dérogation sont prévus dans l'AM BREF CHIMIE:

- «dérogation Article 5» = Dérogation IED (VLE > fourchette haute de la NEA-MTD du BREF)
- « dérogation Article 6» = Dérogation CSPRT (dérogation à VLE nationale mais VLE < fourchette haute de la NEA-MTD)

L'AM BREF CHIMIE adapte à la hausse, pour certains polluants, les flux coupures donnés en exemples dans le BREF WGC et au-delà desquels s'appliquent certaines NEA-MTD du BREF WGC. Etant donné que l'AM BREF CHIMIE n'avait pas encore été publié à la date de remise du dossier de réexamen par l'exploitant, il est nécessaire qu'il confirme son positionnement vis-à-vis des éventuelles demandes de dérogation IED sollicitées.

### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant complètera **sous 3 mois** son dossier de réexamen IED en proposant pour chaque émissaire canalisé de l'établissement :

- la liste des polluants susceptibles d'être émis : outre les polluants déjà réglementés dans les BREF de la chimie ou dans la réglementation nationale, l'exploitant doit également identifier d'éventuels polluants spécifiques à son process et non réglementés à ce jour ;
- pour chaque polluant : le flux émis (pour se positionner par rapport au flux coupure), la VLE en concentration applicable (en retenant la VLE la plus contraignante entre celle de l'AM BREF CHIMIE, celle de l'arrêté préfectoral en vigueur, celles d'éventuels autres arrêtés applicables).

Tous ces éléments seront présentés sous forme de tableaux dans un fichier Excel exploitable par l'inspection des installations classées.

**Si l'exploitant confirme son souhait de solliciter une ou plusieurs dérogations** suite au positionnement ci-dessus, il ajoutera dans son dossier de réexamen les tableaux suivants et

préparera un dossier de demande de dérogation. Le dossier doit notamment contenir une justification de la demande sur la base de données technico-économiques et une évaluation des risques sanitaires et des impacts environnementaux. L'exploitant pourra s'aider du "guide de demande de dérogation" publié par la DGPR en octobre 2017.

Exemple de tableau de synthèse de l'ensemble des demandes de dérogation IED :

BREF	N° MTD	Paramètre	NEA-MTD	VLE AM BREF CHIMIE	Flux rejeté	VLE proposée
Ex: WGC	11	Benzène (rejet atmo)	< 0,5 – 1 mg/Nm3 si flux > 1 g/h par exemple	1 mg/Nm3 si flux ≥ 2,5 g/h	5 g/h	2 mg/Nm3
...	...	...	...	...	...	...

Exemple de tableau de synthèse de l'ensemble des demandes de dérogation CSPRT :

Point de l'annexe I	Paramètre	VLE AM BREF CHIMIE	Flux rejeté	VLE proposée
ex : 6.3.9.1	Ethylbenzène (rejet aqueux)	150 µg/L si le rejet dépassé 100 g/j	150 g/j	180 µg/L
...	...	...	...	...

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

#### N° 5 : Emissions dans l'eau

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/11/2024, article 3.3. et 6.3 de l'Annexe I

**Thème(s) :** Risques chroniques, CWW MTD4 et MTD12

#### **Prescription contrôlée :**

I. - L'exploitant surveille ses rejets dans l'eau, à certains points de prélèvement clés, en utilisant des méthodes de mesurage lui permettant de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. [...]

V. - Lorsque les flux journaliers autorisés dépassent les valeurs indiquées en contributions nettes, une mesure est réalisée pour les polluants énumérés ci-dessous et selon la fréquence indiquée, à partir d'un échantillon prélevé sur une durée de 24 heures et représentatif du fonctionnement de l'installation. [...]



Substance ou paramètre (1)	Norme(s)	Secteur, procédé ou source	Fréquence minimale de surveillance (2)	Code Sandre
Paramètres génériques				
Carbone organique total (COT) (3)	NF EN 1484	Production de DNT ; sortie de l'unité de prétraitement	Hebdomadaire	1841
NF EN 1484	Production de MDI ou TDI ; sortie de l'unité de production	Mensuelle		
NF EN 1484	Tous	Journalière		
DBO5 (4) sur effluent non décanté	NF EN ISO 5815-1 (5)	Tous	Journalière lorsque le flux maximal autorisé 100 kg/j	1313
Demande chimique en oxygène (DCO) (3)	NF T90-101	Tous	Journalière	1314
Matières en suspension totales (MEST)	NF EN 872	Production de DCE ou CVM ; unité d'oxychloration utilisant le principe du lit fluidisé ; sortie de l'unité de prétraitement à l'élimination des solides	Journalière (6)	1305
NF EN 872	Tous	Journalière		
Azote total	NF EN 20236	Tous	Journalière	6018
Phosphore total	Plusieurs EN	Tous	Journalière	1350

AOX	NF EN ISO 9562 (Annexe A)	Production de chlore et soude ; saumure de la purge	Journalière si le flux maximal autorisé 2 kg/j	1106
	Annuelle si le flux maximal autorisé < 2 kg/j			
NF EN ISO 9562	Tous	Journalière si le flux maximal autorisé 2 kg/j		
Mensuelle si le flux maximal autorisé < 2 kg/j				
Substances caractéristiques des activités industrielles				
Hydrocarbures totaux	NF EN ISO 9377- 2 etNF T90-124	Tous	Journalière si le flux maximal autorisé 10 kg/j	7009
Indice cyanures totaux	Néant	Tous	Journalière si le flux maximal autorisé 200 g/j	1390
Indice phénol	XP T90-109 etNF EN ISO 14402	Tous	Journalière si le flux maximal autorisé 500 g/j	1440
Ion fluorure (en F-)	Néant	Tous	Journalière si le flux maximal autorisé 10 kg/j	7073
Métaux				
Aluminium	Néant (7)	Tous	Journalière si le flux maximal autorisé 5 kg/j	1370
Chrome	Néant (7)	Tous	Mensuelle	1389
Chrome	Néant	Tous	Mensuelle si le	1371

hexavalent [Cr(VI)]			flux maximal autorisé 100 g/j	
Trimestrielle (8) si le flux maximal autorisé 20 g/j				
Cuivre	NF EN ISO 11885 ou NF EN ISO 17294-2 (7)	Production de chlore et soude ; saumure de la purge	Mensuelle si le flux maximal autorisé 500 g/j	1392
Trimestrielle (8) si le flux maximal autorisé 200 g/j				
NF EN ISO 11885, NF EN ISO 15586, NF EN ISO 17294-2 (7)	Production de DCE ou CVM ; unité d'oxychloration utilisant le principe du lit fluidisé ; sortie de l'unité de prétraitement à l'élimination des solides	Journalière en sortie de prétraitementMe nsuelle en sortie de site		
Plusieurs EN (7)	Tous	Mensuelle		
Nickel	NF EN ISO 11885 ou NF EN ISO 17294-2 (7)	Production de chlore et soude ; saumure de la purge	Mensuelle si le flux maximal autorisé 100 g/j	1386
Trimestrielle (8) si le flux maximal autorisé 20 g/j				
Plusieurs EN (7)	Tous	Mensuelle		
Plomb	Plusieurs EN (7)	Tous	Mensuelle	1382
Zinc	Plusieurs EN (7)	Tous	Mensuelle	1383
Autres composés inorganique				

Chlorates	NF EN ISO 10304-4	Production de chlore et soude	Mensuelle	1752
Chlorures	NF EN ISO 10304-1 ou NF EN ISO 15682	Production de chlore et soude ; saumure de la purge	Mensuelle	1337
Chlore libre	NF EN ISO 7393-1 ou -2	Production de chlore et soude	Mensuelle en sortie de site	1398
Néant	Mesure du potentiel de réduction en continu à proximité de la source	/		
Sulfates	NF EN ISO 10304-1	Production de chlore et soude ; saumure de la purge	Annuelle	Néant
Autres composés organiques				
Aniline	Néant	Production de DADPM	Mensuelle	54
Solvants chlorés	Plusieurs normes, dont NF EN ISO 15680	Production de MDI ou TDI	Mensuelle	Néant
Dichlorure d'éthylène	NF EN ISO 10301	Production de DCE ou CVM ; sortie de l'unité de stripage des eaux usées	Journalière	1161
NF EN ISO 10301	Production de DCE ou CVM : toutes les unités	Mensuelle		
Chlorure de vinyle	NF EN ISO 10301	Production de DCE ou CVM	Journalière en sortie de stripage	1753

PCDD et PCDF	Néant	Production DCE ou CVM ; unité d'oxychloration utilisant le principe du lit fluidisé ; sortie de l'unité de prétraitement à l'élimination des solides	Trimestrielle	7707
Néant	Production DCE ou CVM	Trimestrielle en sortie de site		
Toxicité (9)				
Œufs de poissons (Danio rerio)	NF EN ISO 15088	Tous	À déterminer après une caractérisation initiale	Néant
Daphnies (Daphnia magna Straus)	NF EN ISO 6341			
Bactéries luminescentes (Vibrio fischeri)	NF EN ISO 11348-1, NF EN ISO 11348-2 ou NF EN ISO 11348-3			
Lentilles d'eau (Lemna minor)	NF EN ISO 20079			
Algues	NF EN ISO 8692, NF EN ISO 10253 ou NF EN ISO 10710			
Autres substances dangereuses				
Substances mentionnées au point 6.3.10	Néant	Tous	Trimestrielle (8) si le flux journalier maximal autorisé 20 g/j	Voir le 6.3.10

Mensuelle si le flux journalier maximal autorisé 100 g/j				
Substances mentionnées au point 6.3.10 et identifiées par une étoile	Néant	Tous	Trimestrielle (8) si le flux journalier maximal autorisé 2 g/j	Voir le 6.3.10
Mensuelle si le flux journalier maximal autorisé 5 g/j				
Chloralcanes	NF EN ISO 12010 et NF EN ISO 18635	Tous	Trimestrielle (8) si le flux journalier maximal autorisé 2 g/j	1955
Mensuelle si le flux journalier maximal autorisé 5 g/j				

(1) La surveillance n'est applicable que lorsque la substance ou le paramètre concerné est pertinent pour le flux d'effluents aqueux, d'après l'inventaire mentionné au point 2.2. La pertinence de la substance ou du paramètre concerné est évaluée sur la base d'un guide reconnu par le ministre chargé de l'environnement.(2) La fréquence de surveillance peut être adaptée si les séries de données font clairement apparaître une stabilité suffisante.(3) La surveillance peut porter, au choix, sur le COT ou sur la DCO. La surveillance du COT est préférable car elle n'implique pas l'utilisation de composés très toxiques.(4) Pour la DBO5, la fréquence peut être moindre s'il est démontré que le suivi d'un autre paramètre est représentatif de ce polluant et lorsque la mesure de ce paramètre n'est pas nécessaire au suivi de la station d'épuration sur lequel le rejet est raccordé.(5) Dans le cas de teneurs inférieures à 1 mg/L, la norme NF EN ISO 5815-1 peut être remplacée par la norme NF EN 1899-2 , ou toute autre méthode considérée comme équivalente.(6) La fréquence minimale de surveillance est ramenée à une fois par mois s'il est possible d'établir l'efficacité de l'élimination des solides et du cuivre par une surveillance fréquente des autres paramètres (par exemple mesure en continu de la turbidité).(7) La méthode de minéralisation à mettre en œuvre est celle de la norme NF EN ISO 15587-1, ou de toute autre méthode considérée comme équivalente.(8) Dans le cas d'effluents raccordés, l'arrêté d'autorisation peut se référer à des fréquences différentes pour la surveillance des rejets de micropolluants si celles-ci sont déjà définies par document contractuel entre l'exploitant et le gestionnaire de station.(9) La surveillance de la toxicité est réalisée à l'aide d'une combinaison appropriée des méthodes listées ci-dessus.

**Constats :**

De la même façon, l'exploitant s'est positionné dans son dossier de réexamen sur une fréquence de surveillance et des VLE issues du BREF CWW pour ses rejets dans l'eau. Les eaux industrielles du site sont rejetées vers la station d'épuration collective industrielle exploitée par la société SNC du Cailly.

Pour les paramètres DCO, MEST, Azote total et phosphore total, l'exploitant demande un assouplissement de la fréquence de surveillance à une fréquence hebdomadaire au lieu de quotidienne. Toutefois, l'AM du 4 novembre 2024 ne prévoit pas de dérogation possible pour la fréquence de ces mesures, même dans le cas de rejets raccordés à une station d'épuration industrielle externe.

L'exploitant demande à ne pas mettre en œuvre la surveillance des métaux et des AOX.

Il a commencé une campagne de caractérisation de la toxicité des effluents en sortie de site pour définir la fréquence de surveillance à mettre en œuvre.

Concernant les VLE, il souhaite conserver les VLE de son arrêté préfectoral actuel pour la demande chimique en oxygène (2000 mg/l) et pour les matières en suspension (600 mg/l). Les VLE de l'AM du 4 novembre 2024 peuvent être adaptées en tenant compte du taux d'abattement de la STEP selon le calcul suivant :

$$\text{VLE}_{\text{eq}} = \text{NEA-MTD} / (1 - \text{taux d'abattement}).$$

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant réalisera le même exercice de positionnement vis-à-vis des points 3.3 (fréquence de surveillance) et 6.3 (valeurs limites d'émissions) de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 4 novembre 2024 pour ses rejets aqueux.

Pour chaque polluant pertinent, il indiquera le flux émis (pour se positionner par rapport au flux coupure) et la VLE en concentration applicable en retenant la VLE la plus contraignante entre celle de l'AM BREF CHIMIE, celle de l'arrêté préfectoral en vigueur, celle de l'article 31 de l'AM du 2/2/98 pour les paramètres Température, pH, colorimétrie et celle d'éventuels autres arrêtés applicables (combustion, incinération, ...).

Les effluents process de l'établissement étant rejetés vers une station d'épuration externe industrielle, les valeurs limites d'émissions peuvent être calculées en tenant compte des taux d'abattement de la STEP pour les macro-polluants suivants : DBO5, DCO ou COT, MES, azote et phosphore.

Pour les substances visées aux points 6.3.9.1 et 6.3.9.2 de l'annexe I de l'AM BREF CHIMIE, des VLE et une fréquence de surveillance seront systématiquement proposées par l'inspection des installations classées dès lors que les flux coupures mentionnés auxdits points sont dépassés.

Pour les substances visées au point 6.3.10 de l'annexe I de l'AM BREF CHIMIE, l'exploitant se positionnera et justifiera de la présence potentielle ou non de chacune de ces substances sur les différents points de rejets EAU de l'établissement en s'appuyant si besoin sur la campagne RSDE (2008-2012) pour justifier de la présence/absence de ces substances à condition que les caractéristiques des rejets n'aient pas évolué depuis.

Pour information, des VLE différentes apparaissent aux points 6.3.9.1/2 et au point 6.3.10 de l'annexe I de l'AM BREF CHIMIE pour les 6 substances suivantes:

- Toluène
- Xylènes
- Dichlorure d'éthylène
- Dichlorométhane

- Trichlorométhane (chloroforme)
- Tributylphosphate (phosphate de tributyle)

Les bonnes VLE à retenir sont celles mentionnées aux points 6.3.9.1 et 6.3.9.2 de l'annexe I de l'AM BREF CHIMIE.

De même que pour les rejets dans l'air, si l'exploitant souhaite solliciter des dérogations, il les liste dans les tableaux fournis au point de contrôle précédent en différenciant les dérogations IED des dérogations CSPRT et les intègre dans un dossier de demande de dérogation adapté.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois